

## Adaptations nécessaires au vieillissement démographique

Résolution de la Commission Économique et Sociale  
adoptée par le Conseil Central de Bruxelles (9 décembre 2005)

La Commission Économique et Sociale de la Ligue Européenne de Coopération Économique, réunie à Bruxelles le 21 septembre 2005:

- ◇ **considérant** que l'allongement constant et heureux de la durée de vie moyenne provoque une forte augmentation de la part des personnes âgées dans la population; que cette augmentation déjà en cours et qui s'accroîtra dans l'avenir, doit être prise en compte dans toute sa dimension sociétale en faisant coexister jusqu'à quatre générations (d'où le besoin d'un "New Deal" intergénérationnel);
- ◇ **considérant** que ce phénomène se conjugue avec un recul inquiétant des naissances, notamment dans nombre de pays d'Europe Centrale, Orientale et du Sud, où la fécondité se situe aux plus bas niveaux mondiaux et où la population a commencé à régresser en valeur absolue, malgré l'apport de l'immigration;
- ◇ **considérant** qu'il en résultera une diminution de la population active en Europe au cours des prochaines années, facteur de freinage de la croissance qui s'ajoutera au moindre dynamisme de la consommation et de l'innovation dû en partie, lui-même, au vieillissement de la population;
- ◇ **considérant** que cette évolution démographique se traduit inéluctablement par une hausse de la proportion des plus de 60 ans, qui dépassera 35% du total dans bien des pays européens vers le milieu de ce siècle, et que le rapport entre retraités et cotisants croît, de ce fait, inévitablement, ce qui hypothèque gravement le financement des régimes de retraite;

**Appelle** fermement l'attention des autorités européennes, des gouvernements et des responsables économiques et sociaux des pays membres de l'Union Européenne sur la nécessité urgente d'entreprendre ou de renforcer les réformes suivantes:

- ◇ **mettre au centre** des politiques européennes la réalisation de "l'agenda de Lisbonne" pour la croissance et l'emploi, compte tenu du retard déjà considérable que l'on peut constater à mi-parcours par rapport à ses objectifs. Cela suppose que tant le budget communautaire que celui des états-membres consacrent des financements plus soutenus à la recherche et à l'innovation, que des stratégies industrielles privilégiant les secteurs d'avenir soient retenues et que les obstacles (réglementaires, fiscaux...) qui entravent la croissance des entreprises innovantes soient démantelés;
- ◇ **développer** des politiques publiques et un environnement social beaucoup plus favorables à la natalité. Cela suppose, outre des incitations financières directes (allocations familiales, fiscalité), une législation du travail et des aménagements sociaux (crèches, écoles maternelles, "*Ganztag Schulen*" en Allemagne) permettant aux mères de concilier plus facilement vie professionnelle réussie et maternité;
- ◇ **renforcer** les réformes déjà entreprises ou en cours, mais souvent incomplètes, des régimes de retraites publics et privés, en étant conscients qu'il est inévitable d'utiliser en même temps trois instruments essentiels: en priorité le retardement de l'âge du départ à la retraite, mais aussi l'accroissement des cotisations et un freinage de la

progression des prestations. La commission note que le développement des régimes de retraite par capitalisation contribue aussi à la solution du problème;

- ◇ **faire remonter** les taux d'emploi, actuellement inférieurs de près de 10 points en Europe continentale à ce qu'ils sont aux États-Unis, en agissant à la fois sur:
  - les incitations pour les chômeurs, les seniors et les femmes à revenir au travail et pour les entreprises à les employer;
  - la prolongation de la vie active, en particulier par des incitations au départ plus tardif à la retraite, une flexibilité sur le cumul emploi-retraite et l'encouragement au développement d'activités indépendantes;
  - et un accès plus rapide des jeunes, diplômés ou non, à la vie professionnelle;
- ◇ **développer** une politique d'immigration économique raisonnée, privilégiant les besoins des secteurs manquant de main d'œuvre (que celle-ci soit qualifiée ou non) par rapport aux politiques de regroupement familial et de droit d'asile. Dans le même temps, faciliter une véritable intégration sociale et politique de la main d'œuvre immigrée notamment en mettant en place des politiques d'accompagnement en matière d'éducation, de formation et de logement, en assurant aux immigrés une place dans la cité, et en luttant contre les dérives d'enfermement socioculturel.

- - - - -